



CHAIRE GRANDS ENJEUX STRATÉGIQUES CONTEMPORAINS

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

9 MARS 2026 · LOUIS GAUTIER

L'outil de défense face aux nouvelles menaces

Directeur de la Chaire Grands enjeux stratégiques contemporains

I. LES PROGRAMMES D'ARMEMENT FRANÇAIS

1. Historique et caractéristiques du modèle français

La France dispose d'une Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) historiquement autonome, couvrant l'intégralité de la chaîne de production militaire, des sous-marins aux missiles en passant par les avions et les satellites. Cette autonomie repose sur la volonté de maintenir des compétences clés sur tout le spectre de l'armement, en combinant commandes nationales et exportations. L'exemple du Rafale illustre cette logique : d'abord soutenu par les commandes nationales, il a trouvé son succès sur le marché international grâce à une politique d'exportation active. Ces succès relèvent autant de la capacité à intégrer des programmes complexes que de la seule technologie.

2. Contraintes financières et lenteur bureaucratique

Le modèle français rencontre des limites significatives, notamment financières. Les fonds européens comme le FED ou le SAFE restent modestes et leur utilisation est strictement conditionnée : un minimum de trois pays et trois industriels doivent être impliqués, complexifiant le montage des programmes. La bureaucratie de la DGA constitue une autre contrainte majeure : l'innovation est souvent freinée par des procédures lourdes et des étapes multiples, ralentissant l'intégration des nouvelles technologies. Louis Gautier insiste sur la nécessité d'une DGA plus réactive, capable de faire passer rapidement l'innovation vers l'outil opérationnel.

3. Autonomie stratégique et rôle de l'État

La BITD française repose sur un équilibre subtil entre autonomie, compétitivité et sécurité stratégique. Les programmes stratégiques, notamment nucléaires, restent étanches et protégés contre toute influence extérieure. L'État joue un rôle central via la DGA et des participations stratégiques dans des entreprises clés (golden shares, droits de veto), garantissant que les orientations industrielles suivent des objectifs nationaux et sécuritaires. La BITD française est ainsi un modèle robuste et intégré, mais qui doit composer avec des contraintes financières et administratives et avec la nécessité de rester agile face aux innovations technologiques.

II. LES PROGRAMMES D'ARMEMENT EUROPÉENS : COOPÉRATION, FRAGMENTATION ET DÉFIS

1. Fragmentation et concurrence des programmes

L'Europe dispose d'une base industrielle de défense très fragmentée, conséquence de l'histoire, des choix nationaux et des priorités budgétaires. Différents programmes se sont développés en parallèle sans réelle coordination : le Rafale en France, le Gripen en Suède, l'Eurofighter en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et en Espagne. Cette multiplication de programmes concurrents illustre une difficulté structurelle : les pays européens tendent à défendre leurs industries nationales plutôt qu'à mutualiser les efforts. L'exemple des frégates européennes par rapport aux frégates américaines montre un ratio de trois modèles européens pour un modèle américain, illustrant la complexité de coordination au sein de la BITD européenne.

Certains programmes ont cependant permis de poser des bases de coopération : le NH90 ou l'A400M montrent comment la collaboration peut se traduire par une mutualisation de compétences, même si ces projets ont été confrontés à des retards et des tensions financières.

2. Contraintes financières et bureaucratiques

Les fonds européens de défense restent limités par rapport aux besoins réels des programmes majeurs. La complexité administrative est importante : pour qu'un programme obtienne des financements, il faut souvent au moins trois pays et trois industriels, avec de nombreuses étapes de validation. Cette bureaucratie, même si elle assure un certain contrôle, freine la réactivité des projets et l'innovation, et contraste avec la souplesse nécessaire aux programmes technologiques avancés.

3. Perspectives de convergence et standardisation

Pour améliorer la coopération, Gautier propose de viser une convergence des programmations : plutôt que des programmes nationaux décalés dans le temps, les pays européens pourraient synchroniser les cycles de développement et définir des standards communs pour les munitions, les systèmes de communication et les infrastructures critiques. Certaines initiatives comme la création de MBDA ont permis de fédérer les compétences, illustrant le potentiel d'une coopération réussie. La stratégie de filialisation — acquisition ou association à des entreprises dans d'autres pays pour mailler un réseau européen cohérent — est présentée comme une voie prometteuse.

4. Autonomie stratégique et capacités critiques

Certains secteurs critiques (alerte avancée, spatial, antimissile) ne peuvent être développés de manière isolée par un seul État sans problèmes majeurs de financement. Cette autonomie exige une prise en charge collective par les acteurs européens. Gautier souligne également les enjeux de souveraineté industrielle face aux dépendances extérieures, en particulier vis-à-vis de la réglementation ITAR. La stratégie de « désitarisation » et le développement de filières nationales de composants critiques sont présentés comme des réponses nécessaires pour réduire la vulnérabilité de l'Europe aux blocages technologiques imposés par des tiers.

III. PERSPECTIVES ET ENJEUX FUTURS POUR LA BITD EUROPÉENNE

1. Réduire la fragmentation et renforcer la coordination

La dispersion actuelle de l'industrie européenne de défense constitue un frein à son efficacité. Les conflits contemporains sont profondément transformés par l'accélération des technologies civiles : numérique, communications, aéronautique et spatial sont devenus des facteurs déterminants de la supériorité opérationnelle. La France et l'Europe sont en retard sur certains segments stratégiques : drones, intelligence artificielle, satellites de communication et robotisation militaire. L'exemple du réseau Starlink illustre cette dépendance : face à un opérateur privé international fournissant des services critiques, les États européens sont contraints de repenser leur stratégie de souveraineté technologique.

La solution proposée est pragmatique : coordonner les calendriers, définir des besoins communs et favoriser l'intégration progressive des technologies partagées, plutôt que chercher à uniformiser tous les programmes.

2. Autonomie stratégique et maîtrise des ressources critiques

Les crises récentes ont révélé la vulnérabilité de l'Europe face à la dépendance vis-à-vis de fournisseurs extérieurs. La France, par la mise en place de filières nationales pour certains composants critiques, fournit un exemple de protection de l'autonomie stratégique à généraliser à l'échelle européenne. Les capacités du haut du spectre — alerte avancée, spatial, défense antimissile — exigent une coopération coordonnée entre plusieurs nations. L'objectif est de créer un écosystème intégré combinant coopération et protection des technologies sensibles.

3. Coopération internationale et équilibre stratégique

L'autonomie européenne ne signifie pas un isolement complet : la BITD doit s'inscrire dans un équilibre avec les alliés. Les relations avec les États-Unis, l'Inde ou le Japon sont parfois nécessaires pour partager certaines technologies ou ouvrir de nouveaux marchés, mais doivent être soigneusement encadrées pour ne pas compromettre la souveraineté européenne. La réussite de la BITD européenne dépend de la convergence des choix stratégiques des différents États et d'un engagement plus large des partenaires européens.

Conclusion

La BITD européenne est un projet ambitieux nécessitant une rationalisation des programmes et une standardisation progressive, une maîtrise collective des technologies sensibles, une coopération coordonnée entre États et industriels, et une articulation prudente avec les partenaires internationaux. La souveraineté industrielle et stratégique européenne ne peut être réalisée isolément : elle exige une intégration progressive, pragmatique et collective, combinant innovation, mutualisation des ressources et volonté politique. La BITD européenne apparaît moins comme un objectif technique que comme un projet de construction politique et industrielle à long terme, condition indispensable pour garantir la sécurité et la compétitivité du continent.